

Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste. Les maisons d'éditions du Parti communiste français 1920-1968*, Rennes, PUR, 2010.

Romain Ducoulombier

Les Presses universitaires de Rennes ont accueilli en 2010 une nouvelle monographie très fournie consacrée à la nébuleuse éditoriale du Parti communiste français de ses origines à la fin des années 1980. Issu de la thèse de doctorat d'histoire soutenue par Marie-Cécile Bouju en 2005, sous la direction de Marc Lazar, l'ouvrage évoque en détail les succès, les limites et les contradictions de ces structures éditoriales originales, qui font exception dans le panorama du livre en France.

Les maisons d'édition du PCF, il est vrai, restent dans l'ombre des mémoires, supplantées par la réputation d'éditeurs de gauche dissidents, comme Maspero, ou le prestige d'éditeurs bourgeois où se compromettent souvent les auteurs communistes, à l'instar d'Aragon chez Denoël ou Gallimard. Au « silence » longtemps dénoncé par les militants-éditeurs du parti, succède aujourd'hui « l'amnésie » (p. 11) qu'explique bien l'auteure. Les maisons d'édition communistes sont en effet restées enferrées dans des contradictions qu'elles ne sont jamais parvenues à surmonter, malgré des succès réels mais éphémères, avant de sombrer dans les années 1980-1990. Appuyé sur un large corpus de plus de 3 700 titres imprimés, nourri de nombreuses archives croisées venues de multiples fonds, le livre de Marie-Cécile Bouju offre une plongée érudite et fouillée dans cet entre-deux-mondes de l'édition communiste.

La thèse défendue par l'auteure est relativement classique : elle est centrée sur la construction de la culture politique communiste, écartelée entre culture kominternienne, bolchevique et internationaliste inspirée par Moscou et culture populaire et nationale, téléguidée par un parti français soucieux, sous Thorez, de se nationaliser. L'auteure montre comment le PCF transforme l'héritage éditorial et militant de la Librairie de *L'Humanité* qu'il récupère en 1920, pour lui conférer le caractère d'« agit-prop » qu'il conserve tout au long de son histoire, au prix d'un déni permanent de l'autonomie nécessaire à toute entreprise éditoriale. Jamais le PCF n'a vraiment accordé cette liberté d'action à ses permanents-éditeurs. Ce contrôle politique tatillon s'est heurté à la normalisation progressive de l'entreprise éditoriale communiste à partir des années 1930. C'est là l'une des causes de l'hémorragie des auteurs et des intellectuels communistes dès le début des années 1950 – et non en 1956 ou 1968. Le PCF aura donc eu des maisons d'édition et de diffusion, mais pas de ligne éditoriale distincte de la ligne du parti.

Cette situation interdit paradoxalement à l'auteure de trancher vraiment dans la problématique qu'elle propose : la culture politique communiste reste hybride, à cheval entre la société française qui la baigne et la « contre-société » qu'elle bâtit. Mais on pourrait aussi bien dire qu'à partir du noyau éditorial initial des années 1920, s'est élaboré un « modèle » – le terme est de l'auteure – par un

processus assez complexe d'essais et d'erreurs, de valse des responsables, dans un jeu permanent de contradictions qui ne furent jamais surmontées depuis l'origine. L'auteure, au fond, décrit avec un grand luxe de détails le processus par lequel le PCF s'est doté autoritairement d'un instrument inédit et moderne de production et de diffusion de l'imprimé, vecteur indispensable de la démocratie des partis, au mépris des règles de la concurrence et de l'autonomie qui régissent le champ éditorial.

Dans l'entre-deux-guerres, l'édition communiste est largement dirigée et dominée par le Komintern *via* son Service d'éditions (SE) qui finance la propagande, produit des traductions, envoie des manuscrits (plus ou moins) prêts à être publiés par les éditions communistes « nationales ». Les liaisons entre le SE et les PC européens sont alors assurées par le Bureau ouest-européen (le WEB) et Hugo Eberlein, puis Johannès Wertheim en 1933. Le SE de l'Internationale communiste est un centre technique et non décisionnel : c'est ailleurs que l'on décide qui et quoi publier au nom de l'Internationale. Dans cette perspective, la question des traductions et l'identité des traducteurs est déterminante : l'auteure y consacre des développements intéressants, qui donnent la nette impression que les meilleurs traducteurs de textes marxistes-léninistes des années 1920 sont des communistes marginaux ou en rupture de ban, comme Victor Serge ou Pierre Pascal ! En France, c'est l'ancien socialiste Claude Calzan qui sera l'homme des éditions bolchevisées ; il contribue à mettre sur pied le Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité (BEDP) en juillet 1926, sous la responsabilité de Liber Cical, qui devient dès 1927 l'homme-clef des éditions du PC jusqu'à la guerre. C'est de ce Bureau – le terme n'est pas du tout neutre, dans ce qu'il suggère de contrôle et de dépendance – que vont sortir, en quelque sorte, les grandes entreprises éditoriales communistes : les Éditions sociales internationales (ESI) et ses avatars d'après-guerre. À lui seul, le BEDP joue un « rôle fondamental dans la construction de la culture politique communiste » (p. 53). Les années 1920 et 1930, de ce point de vue, sont la période durant laquelle la part des textes et brochures traduits du russe est la plus forte, elle déclinera par la suite. En 1932, le BEDP est scindé en un Bureau d'éditions, flanqué d'un instrument de diffusion spécifiquement communiste, le Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP). Le PCF s'est donc doté de tous les maillons de la chaîne éditoriale.

La décennie 1930 est marquée par la volonté nouvelle du PCF de donner naissance à une « littérature communiste française » (p. 51), affirmée par la création du Cercle d'études marxistes. L'enjeu pour le PCF est de récupérer le contrôle du BEDP, pour faire correspondre la production avec les besoins immédiats du mouvement et échapper à la tutelle contre-productive du Komintern. « Nous publions une quantité d'ouvrages à caractère international, ce qui est très bien, mais rien ou presque sur la France et le mouvement ouvrier français, ce qui est très mal » (cité p. 56). En fait, le contrôle des Français ne sera jamais total : soit parce que certains secteurs de l'édition de textes leur échappent, en particulier la publication des œuvres de Lénine et de Staline, soit parce que le contrôle international continuera de s'exercer assez loin dans le siècle. Le « bilatéralisme » dans les relations éditoriales avec l'Est ne deviendra effectif que tardivement, et il dépendra de militants comme Jean Jérôme, pour le moins ambigu dans ses rapports à Moscou. Au moins jusqu'à la guerre, « Paris reste soumis à Moscou, avec une marge de manœuvre faible » (p. 58). L'auteure montre par ailleurs qu'hormis quelques succès symboliques comme celui de *Fils du Peuple* (Thorez, 1937) – sur la diffusion duquel le livre apporte de nouveaux éléments –, l'importance de la propagande communiste est largement

surévaluée. Les tirages sont médiocres, les ventes souvent faibles et l'un des traits saillants des entreprises éditoriales communistes tout au long du siècle est précisément, leur caractère déficitaire. Quant aux lecteurs eux-mêmes, l'auteure démontre de manière convaincante que la littérature grise ne mord guère hors du cercle des cadres, dès lors que le lectorat communiste, même élargi, reste attaché à la littérature populaire et à des formes traditionnelles de propagande et d'agitation, sous forme de livres courts, d'almanachs, de livres d'histoire et de biographies. Là encore, les éditions du parti sont déchirées entre leur utilité propagandiste et leur vocation généraliste.

Le principal attrait du livre de Marie-Cécile Bouju est qu'il nous offre une analyse fouillée d'un parent pauvre de l'histoire des intellectuels : l'enjeu éditorial n'est nullement neutre pour un auteur, dans la défense de sa « position dans le champ » littéraire. Il faut bien dire, dans ce domaine, que le PCF n'est jamais parvenu à discipliner les écrivains et les universitaires qui lui sont proches. *Lire en communiste* s'ajoute donc avec profit à l'historiographie des intellectuels et des compagnons de route du parti, sur lesquels il apporte des éléments nouveaux venus des coulisses éditoriales de la scène littéraire. Sur Aragon, Triolet, Politzer, Lefebvre, Althusser et bien d'autres, l'auteure (qui n'a pas reculé devant les entretiens) apporte des éclairages nuancés, étayés sur ce qu'il est possible de savoir d'archives parfois parcellaires, mais qu'on sent dénichées avec la patience et le flair de l'archiviste-paléographe.

L'autre moment fort du livre est consacré aux années 1950 et 1960. Avec la Libération, le PCF est désormais un producteur de livres (p. 202), et non plus seulement de « textes ». Dans cette perspective, il doit apprendre à publier des auteurs – un style, une thèse, une œuvre d'imagination –, ce qu'il ne parviendra jamais à faire. Ce sera le grand problème des Éditions sociales (ES), reconstituées en 1945 à partir des ESI d'avant-guerre. Les ES poussent le plus loin possible leur vocation éditoriale. Les livres édités par le parti deviennent des publications engagées, établies par des intellectuels sous la surveillance plus ou moins serrée de George Cogniot, François Billoux, Etienne Fajon ou Jean Jérôme. Les communistes font preuve, par ailleurs, d'une grande inventivité pour lancer campagnes et « batailles » autour du livre communiste, mais le succès, réel, sera souvent de courte durée. En fait, les maisons d'édition du PCF ne sauront tirer pleinement profit ni de leur expérience de la Résistance, ni de leur participation à la lutte contre la guerre en Algérie : elles sont restées dans l'ombre d'autres éditeurs engagés, Minuit ou Maspero, parce qu'elles ont raté certains livres ou sont restées dans le clair-obscur de la politique communiste. Face au renouveau du livre politique dans les années 1960, les ES connaissent il est vrai leur « heure de gloire », mais elles « manquent » Althusser, la révolution des sciences humaines aussi bien qu'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, publiée finalement par Julliard. Elles accompagnent, sans dominer, le renouveau marxiste. Guy Besse, qui dirige les ES jusqu'en 1970, peut bien conclure : « la conception du "Bureau d'édition" qui fut valable autrefois ne correspond plus aux exigences nouvelles », le PCF ne s'en est jamais totalement émancipé.

À partir des années 1970, la nébuleuse éditoriale communiste sombre lentement dans la mévente et la faillite : Messidor, qui rassemble toutes les éditions communistes en 1981 (à l'exception de la Farandole et des éditions Cercle d'art), disparaît en 1992. Il aura fallu vingt ans pour qu'un livre technique et documenté, désormais incontournable, lui soit consacré.